

Nuisible, le méthane n'intéresse pourtant personne



Le captage du méthane produit par les décharges (ici aux États-Unis) a un impact important sur la réduction de l'effet de serre, tout en valorisant une ressource énergétique à moindre coût. Crédits photo : Jim WEST/REPORT DIGITAL-REA

En 2030, l'impact de ce gaz à effet de serre sera aussi important à l'échelle de la planète que celui du CO₂.

«Conservatisme de la pensée», «pressions de certains lobbies», «peur de fâcher le monde agricole» ? Benjamin Dessus et Bernard Laponche, spécialistes reconnus des questions énergétiques et environnementales, se perdent en conjectures. L'«alerte au méthane» qu'ils ont lancée voilà plus d'un an auprès des instances chargées de lutter contre le réchauffement climatique est restée lettre morte. Qu'il s'agisse du Giec, le Groupe international d'étude du climat, de l'Europe, dont le «paquet climat-énergie» ne souffle mot de ce gaz à effet de serre, ou de la France, dont la loi post-«Grenelle de l'environnement» n'y fait référence à aucun moment.

«Tout le monde parle du gaz carbonique (CO₂). Mais des autres gaz à effet de serre, en particulier du méthane, il n'est pratiquement jamais question», expliquent Benjamin Dessus et Bernard Laponche au Figaro. Sauf pour se retrancher derrière «les pets» des vaches contre lesquels on ne peut rien (il s'agit en fait des rots chargés en méthane issus de la fermentation de l'herbe dans la panse...).

Or, d'après leurs calculs, que personne ne conteste dans la communauté scientifique, la contribution du méthane (CH₄) au réchauffement sera, à l'horizon 2030, équivalente à celle du gaz carbonique (CO₂) émis par l'ensemble des énergies fossiles ! «Il ne s'agit pas d'abandonner le CO₂ au profit du méthane, mais d'agir sur les deux tableaux simultanément. Si rien n'est fait rapidement pour corriger le tir, on va droit dans le mur», prévient Benjamin Dessus, désespéré de voir que le méthane sera à nouveau «le grand absent» du

sommet mondial sur le climat qui s'ouvre aujourd'hui.

Agir à très court terme

Qu'est-ce qui a bien pu changer pour que ce gaz revête soudain un caractère aussi prioritaire ? L'échelle de temps. «En 1997, les objectifs du protocole de Kyoto avaient été calculés par rapport à l'échéance de 2100. Mais aujourd'hui, tout le monde, à commencer par le Giec, s'accorde pour dire qu'il faut agir beaucoup plus vite et que c'est l'échéance 2030 qui est primordiale. Or plus on raccourcit la période de référence et plus l'impact du méthane sur le climat est important», poursuit M. Dessus.

Ce gaz a en effet une durée de vie dans l'atmosphère plus courte que celle du CO₂. Si l'on raisonne à l'horizon 2030, et non plus 2100, son coefficient d'équivalence avec le CO₂ passe donc de 25 à 72. Ce qui veut dire qu'une tonne de méthane fera, sur cette période raccourcie, autant de dégâts que 72 tonnes de gaz carbonique au lieu de 25 tonnes à l'horizon 2100 ! De quoi déboussoler «la plupart des décideurs totalement ignorants » de cette nouvelle donne, ironisent nos deux spécialistes.

Pourtant, les moyens d'action ne manquent pas et sont relativement faciles et peu coûteux à mettre en œuvre. Si l'on ne peut pas faire grand-chose contre les flatulences des ruminants et le méthane dégagé par les rizières, qui totalisent un gros tiers des émissions mondiales (38 %), on peut agir à très court terme contre les «émissions fugitives» du système énergétique (fuites des réseaux de distribution de gaz, grisou des mines de charbon) ou le méthane dégagé par les décharges d'ordures, qui représentent les deux autres tiers.

«Gagnant-gagnant»

Selon MM. Dessus et Laponche, le captage du méthane produit par les décharges françaises aurait autant d'impact sur la réduction de l'effet de serre que trois à quatre réacteurs nucléaires EPR. Ou que l'isolation thermique de 400 000 logements anciens par an pendant vingt-cinq ans. Le tout, en valorisant une ressource qui peut servir à produire de l'électricité, à chauffer des immeubles ou à faire rouler des bus ou des voitures... Du «gagnant-gagnant» en somme.

Enfin, comme ils le démontrent dans une étude remise à l'Agence française de développement (AFD), ces actions, déjà mises en œuvre en Tunisie, au Mexique et Chine, peuvent inciter les pays émergents à entrer dans les négociations sur le climat car elles n'entravent pas leur développement économique.

